



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/77  
1<sup>er</sup> février 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
Commission de l'investissement, de la technologie et  
des questions financières connexes

Onzième session  
Genève, 8-14 mars 2007  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**LA NOUVELLE PHYSIONOMIE DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER  
DIRECT: QUELQUES TRAITS MARQUANTS**

Note du secrétariat de la CNUCED\*

**Résumé**

Dans le mouvement récent d'expansion généralisée de l'investissement étranger direct dans le monde, un certain nombre de faits nouveaux traduisent un changement marqué de la physionomie de l'IED. L'un des plus notables est l'apparition des STN des pays en développement en tant qu'investisseurs importants. Ce phénomène révèle une évolution profonde de l'économie internationale, particulièrement depuis que les pays en développement prennent une part croissante dans la production, le commerce et l'investissement mondiaux. La section II de la présente note examine certaines questions capitales soulevées par ce phénomène, en particulier ses conséquences pour la coopération et la politique Sud-Sud. Une autre caractéristique importante de l'IED depuis quelques années, liée en partie à la progression des STN des pays en développement, est l'accélération des investissements dans les ressources naturelles et les branches d'activité connexes. Cette évolution tient à la forte demande de matières premières (surtout dans les économies émergentes en croissance rapide) ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles possibilités d'investissements prometteurs dans le secteur primaire. Il y a là une chance importante pour les pays en développement bien dotés en ressources, y compris pour les pays les moins avancés; elle fera l'objet de la section III.

\* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus en raison de retards survenus dans la procédure.

## TABLE DES MATIÈRES

|  | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Introduction.....  | 3           |
| I. L'IED DANS LE MONDE.....  | 3           |
| II. INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT EN PROVENANCE DES PAYS<br>EN DÉVELOPPEMENT .....  | 6           |
| A. Tendances .....   | 6           |
| B. Éléments moteurs, incidence et politiques générales.....                          | 8           |
| 1. Incidence sur les pays hôtes .....  | 9           |
| 2. Incidence sur les pays d'origine .....  | 10          |
| 3. Politiques d'investissement direct à l'étranger des pays<br>en développement..... | 10          |
| III. L'IED DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES.....                                      | 12          |
| A. Tendances .....   | 12          |
| B. Problèmes.....  | 13          |
| Bibliographie .....  | 16          |
| Tableau de l'annexe.....   | 17          |

## INTRODUCTION

1. Le secrétariat de la CNUCED a rédigé la présente note en vue de dégager les grandes questions de politique générale que la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes pourrait examiner à sa onzième session.
2. Les délibérations de la Commission interviennent à une époque de croissance soutenue de l'investissement étranger direct (IED) à destination et en provenance des pays développés comme des pays en développement (sect. I). Par ailleurs, des changements profonds affectent la structure de l'IED et les activités des sociétés transnationales (STN), changements qui donnent à l'IED une nouvelle physionomie. La montée des STN des pays en développement ou en transition en tant qu'acteurs importants sur la scène mondiale est un des principaux aspects de ces changements. Le phénomène, qui est étudié dans le *Rapport 2006 sur l'investissement dans le monde: L'IED en provenance des pays en développement ou en transition: incidences sur le développement*, reflète des modifications structurelles de l'économie internationale qui amènent les pays en développement à participer de plus en plus à la production, au commerce et à l'investissement dans le monde. La progression de l'IED des STN des pays en développement semble devoir se poursuivre, de sorte que ces sociétés sont appelées à jouer un plus grand rôle dans l'économie mondiale. Cette évolution très importante, en particulier ses conséquences pour la coopération et la politique des relations Sud-Sud, est étudiée dans la section II de la présente note.
3. L'expansion rapide et la prolifération de l'IED dans les ressources naturelles et les industries connexes, liées en partie à la montée des STN des pays en développement, sont un autre élément crucial de l'évolution de l'IED. Parmi d'autres facteurs, la forte demande de ressources naturelles (due particulièrement aux besoins d'énergie et de matières premières d'économies émergentes en croissance rapide ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles possibilités prometteuses d'investissement rentable dans le secteur primaire) va très certainement attirer un volume appréciable de nouveaux IED vers les industries extractives, particulièrement dans les pays en développement. Étant donné que le secteur primaire est vital pour bon nombre de ces pays, l'IED dans les industries extractives soulève un certain nombre de questions quant à ses incidences sur le développement et à ses conséquences sur l'action des pouvoirs publics. Ce thème figure donc en bonne place dans de nombreux programmes nationaux et internationaux de politique générale; il est étudié dans la section III. L'étude est fondée sur les délibérations de la Réunion d'experts sur l'IED dans les ressources naturelles, qui s'est tenue à Genève du 20 au 22 novembre 2006.

### I. L'IED DANS LE MONDE

4. D'après des estimations préliminaires de la CNUCED, l'IED a atteint 1,2 billion de dollars en 2006 (voir tableau de l'annexe), ce qui représente une augmentation appréciable par rapport aux 916 milliards de 2005, approchant le niveau record de 1,4 billion enregistré en 2000. L'apport d'IED continue à grandir dans toutes les sous-régions et traduit l'essor des fusions-acquisitions internationales, alimenté en partie par les gains encaissés grâce à la hausse du cours des produits de base. L'expansion de l'IED pour la troisième année consécutive reflète aussi les taux de croissance élevés enregistrés dans le monde entier.

5. En 2006, les deux tiers de l'IED, soit 800 milliards de dollars, sont allés vers les pays développés (contre les trois cinquièmes en 2005). Cela représente un accroissement exceptionnel, estimé à 48 %, par rapport aux 542 milliards de l'année 2005. Le phénomène tient en partie au fait que les États-Unis sont redevenus une destination de l'IED. En 2005, le pays ne figurait pas parmi les 10 principaux destinataires, mais en 2006 il a recouvré sa place habituelle en tête (reléguant le Royaume-Uni au deuxième rang), avec des entrées d'IED de 177 milliards de dollars. L'Union européenne demeure la principale région hôte, avec 549 milliards de dollars. Plus de 90 % des investissements dans les pays développés étaient originaires d'autres pays développés, mais les investissements des STN des pays en développement prennent de l'ampleur (voir sect. II).

6. Les courants d'IED vers les pays en développement ont augmenté dans une proportion plus modeste, mais non négligeable, de 10 %, atteignant 368 milliards de dollars en 2006. Après les augmentations record de 2005, il fallait s'attendre à ce ralentissement, mais l'évolution n'a pas été la même dans toutes les régions en développement.

7. En *Afrique*, l'IED, qui a atteint un nouveau record de 39 milliards de dollars et qui s'est porté de plus en plus vers des activités extractives, a enregistré une augmentation de 25 % par rapport aux 31 milliards de 2005. La demande soutenue de produits de base continue à stimuler l'IED des STN des pays développés comme des pays en développement, surtout dans le secteur du pétrole et du gaz. Au premier semestre de 2006, les fusions-acquisitions internationales dans les industries extractives et les activités de services connexes ont été trois fois plus nombreuses que pour la même période de 2005. Toutefois, l'IED dans la région présente des différences selon les secteurs, les pays et les sous-régions. La plupart des capitaux se portent vers l'Afrique de l'Ouest, du Nord et centrale. L'apport d'investissement demeure faible dans les économies à faible revenu dépourvues de ressources naturelles.

8. Le prix élevé du pétrole, la forte croissance du PIB et la libéralisation ont provoqué en 2006 un accroissement notable, 23 %, de l'IED vers l'*Asie de l'Ouest*, qui a atteint 43 milliards de dollars. La Turquie et les États du Golfe riches en pétrole ont continué à attirer le plus gros de l'IED malgré l'instabilité géopolitique qui règne dans certains pays de la sous-région. L'industrie manufacturière et les services liés à l'énergie sont les activités qui ont le plus bénéficié du phénomène.

9. Par rapport à l'Asie de l'Ouest et à l'Afrique, l'IED dans l'*Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est* a enregistré en 2005 une croissance plus faible, mais non négligeable, de 13 %, atteignant 187 milliards de dollars en 2006. Les investissements des STN dans les industries de haute technologie progressent rapidement. La Chine, Hong Kong (Chine) et Singapour sont restés les trois principaux destinataires d'IED dans la région. L'Inde a supplanté la République de Corée à la quatrième place. En revanche, l'IED de la région vers l'extérieur a fait un bond, de nouveaux investisseurs comme la Chine et l'Inde étant venus rejoindre les principales sources asiatiques de capitaux comme la Malaisie, Singapour et la province chinoise de Taiwan.

10. Pour l'*Amérique latine et les Caraïbes*, des résultats provisoires font apparaître pour 2006 une légère baisse de l'apport d'IED, qui est tombé à 99 milliards de dollars. Le Mexique et le Brésil sont demeurés les principaux destinataires, avec des entrées de capitaux virtuellement inchangées dans le premier et un accroissement de 6 % dans le deuxième. Le volume de l'IED au Chili a augmenté de 48 % en 2006, grâce à l'augmentation continue des gains réinvestis à la

suite des bénéficiaires exceptionnels enregistrés dans les industries extractives. Les volumes d'IED en Colombie et en Argentine ont baissé de 52 % et 30 % respectivement, par suite d'un recul des fusions-acquisitions internationales. Entre autres facteurs, l'éventualité d'une modification des réglementations, qui aurait pu s'étendre à d'autres pays, a peut-être suscité des craintes chez les investisseurs, moins enclins à investir dans le secteur primaire.

11. L'IED a enregistré le plus fort taux de croissance en *Europe du Sud-Est et dans la Communauté d'États indépendants*, où il a augmenté de 55 % en un an, atteignant 62 milliards de dollars en 2006, sixième année consécutive d'augmentation dans la région. Les courants d'investissement étaient concentrés dans trois pays – la Fédération de Russie, l'Ukraine et la Roumanie – et dans quelques branches d'activité, principalement celles qui sont liées aux ressources naturelles. L'apport d'IED au principal pays hôte de la région, la Fédération de Russie, a pratiquement doublé (voir tableau de l'annexe). L'IED a des chances de rester particulièrement actif dans les pays qui ont adhéré à l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (Bulgarie et Roumanie). Pour la Fédération de Russie, en revanche, les perspectives pourraient pâtir d'un durcissement de la réglementation concernant les ressources naturelles et des controverses qu'ont suscitées en 2006 la protection de l'environnement et les coûts d'extraction (par exemple, à propos de deux grands projets pétroliers dans l'île de Sakhaline).

12. D'une manière générale, l'évolution des politiques et de la législation relatives à l'IED continuent à favoriser l'apport d'IED dans les pays développés comme dans les pays en développement, mais on distingue une nette orientation vers une politique plus restrictive. Ainsi, la CNUCED avait enregistré, en 2000, 150 modifications de la réglementation nationale, dont 147 étaient dans l'ensemble «favorables» à l'IED et 3 «moins favorables» ou restrictives. En 2005, en revanche, on enregistrait 164 changements «favorables» (contre 234 en 2004) et 41 «moins favorables» (alors qu'ils n'étaient que 36 en 2004). Bien entendu, il convient de replacer dans la bonne perspective l'aggravation des restrictions frappant l'IED et les STN étrangères: non seulement les changements «favorables» (au moins théoriquement) l'emportent encore sur les «moins favorables», mais encore ils représentent l'essentiel des modifications cumulées depuis les années 80. En outre, les changements moins favorables sont limités pour l'essentiel à un petit nombre de pays ou à des secteurs de l'économie particuliers. Ainsi, la Bolivie, le Chili, la Fédération de Russie, le Tchad et le Venezuela ont tous appliqué en 2006 des mesures visant soit à resserrer le contrôle de l'État sur ses ressources naturelles, soit à encaisser une plus grosse part de valeur ajoutée. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, la mainmise étrangère sur des biens nationaux «stratégiques» a suscité d'après controverses et les fusions-acquisitions internationales ont déclenché en 2006 d'intenses débats politiques dans des pays comme la France, l'Espagne, les États-Unis et l'Italie. L'acquisition d'entreprises de pays développés par des STN de pays en développement comme la Chine, les Émirats arabes unis (particulièrement Dubaï) et l'Inde figure parmi les nouvelles tendances qui ont déclenché ce genre de réaction. Les controverses n'entraînent pas toujours une modification de la réglementation, mais ce genre de débat peut créer une atmosphère qui n'encourage pas les fusions-acquisitions.

13. D'autres facteurs pourraient affecter les courants d'IED à partir de 2007, en sus des changements de réglementation et du climat des investissements. D'après les projections, la croissance de l'économie mondiale devrait se ralentir légèrement en 2007<sup>1</sup>. La persistance des déséquilibres des paiements extérieurs, de fortes fluctuations des taux de change, la hausse des taux d'intérêt, la montée des pressions inflationnistes, les prix élevés et instables des produits de base constituent tous des risques qui peuvent freiner la croissance et se répercuter sur le volume de l'IED.

## II. INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT EN PROVENANCE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

### A. Tendances

14. Les STN des pays développés fournissent l'essentiel de l'IED dans le monde, mais différentes sources confirment l'importance grandissante sur le marché international d'entreprises, privées ou étatiques, de pays en développement ou en transition. L'expansion à l'étranger par le biais de l'IED offre des possibilités de croissance à l'économie d'origine de ces entreprises, ainsi qu'aux pays en développement dans lesquels elles investissent. Selon les différentes régions du monde, le phénomène suscite des réactions mitigées dans les pays destinataires. Certains accueillent l'IED accru en provenance de ces économies comme une nouvelle source de capital et de connaissances, alors que pour d'autres, il constitue aussi une nouvelle concurrence. L'accroissement de l'IED en provenance des pays en développement ou en transition est le thème du Rapport sur l'investissement dans le monde 2006.

15. Un petit nombre d'économies sont à l'origine d'une grande part de cet apport d'IED, mais dans un nombre croissant de pays les entreprises éprouvent le besoin d'explorer les possibilités d'investissement à l'étranger afin de défendre ou de renforcer leur position compétitive. L'ensemble de l'IED en provenance des pays en développement ou en transition a atteint 133 milliards de dollars en 2005, soit 17 % du total mondial. Ce chiffre comprend les centres financiers extraterritoriaux. Si l'on exclut ces derniers, le total s'établit à 120 milliards, niveau inégalé jusqu'à présent. La valeur du stock d'IED des pays en développement ou en transition est estimée, pour 2005, à 1,4 billion de dollars, soit 13 % du total mondial. En 1990 encore, seuls six pays en développement ou en transition avaient déclaré un stock d'investissement direct à l'étranger de plus de 5 milliards de dollars; en 2005, ces pays étaient au nombre de 25.

16. Des données sur les fusions-acquisitions internationales, les investissements en installations nouvelles et les projets d'expansion, ainsi que les statistiques relatives au nombre de sociétés mères ayant leur siège en dehors des pays développés, confirment la progression des STN des pays en développement ou en transition. Entre 1987 et 2005, leur part des fusions-acquisitions internationales dans le monde est passée de 4 % à 13 % en valeur, et de 5 % à 17 % pour le nombre de transactions conclues. Leur part de tous les projets enregistrés entièrement nouveaux ou d'agrandissement était supérieure à 15 % en 2005, et le nombre total de STN mères ayant leur siège au Brésil, en Chine, à Hong Kong (Chine), en Inde et dans la République de Corée s'est multiplié depuis 10 ans.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, New York et Genève, 2007.

17. Sur le plan sectoriel, la plus grande partie de l'IED en provenance des pays en développement ou en transition s'est portée vers les activités tertiaires, notamment les services aux entreprises, les services financiers, les services liés au commerce et les services d'infrastructure. On signale aussi un apport non négligeable au secteur manufacturier (par exemple l'électronique) et, plus récemment, au secteur primaire (prospection pétrolière et mines). Les données sur les fusions-acquisitions internationales confirment la prédominance des services, qui représentaient 63 %, en valeur, des transactions conclues en 2005 par des sociétés de pays en développement ou en transition. Par branche d'activité, ce sont les transports, l'entreposage et les communications, les mines, les services financiers et l'alimentation qui ont enregistré cette année-là les plus gros investissements.

18. La répartition géographique de l'IED en provenance des pays en développement ou en transition a changé, le phénomène à long terme le plus notable étant la progression régulière de l'Asie, y compris de l'Asie de l'Ouest<sup>2</sup>, comme source d'investissement. Sa part du stock total d'IED en provenance des économies en développement ou en transition, qui s'élevait à 23 % en 1980, est passée à 46 % en 1990 et à 62 % en 2005. Inversement, la part de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le stock d'IED à l'étranger est tombée de 67 % en 1980 à 25 % en 2005. Les cinq premiers pays d'origine représentaient les deux tiers du stock des pays en développement ou en transition, et les 10 premiers représentaient 83 %. En 2005, le plus fort stock d'IED de pays en développement ou en transition revenait à Hong Kong (Chine), aux îles Vierges britanniques, à la Fédération de Russie, à Singapour et à la Province chinoise de Taiwan.

19. Une bonne part de l'IED provient de centres financiers extraterritoriaux. Les îles Vierges britanniques sont de loin le principal centre, avec un stock d'IED estimé à près de 123 milliards de dollars pour 2005. D'un point de vue statistique, il est difficile d'estimer, en raison du transit des capitaux par les centres financiers extraterritoriaux, le montant réel de l'IED en provenance de telle ou telle économie ou de telle ou telle entreprise. Certaines années, les courants d'investissement en provenance de ces centres ont été particulièrement abondants, mais depuis 2000 ils ont beaucoup diminué et représentent aujourd'hui environ le dixième du volume total d'IED en provenance de pays en développement ou en transition.

20. L'apparition de nouvelles sources d'IED pourrait avoir une importance particulière pour les pays hôtes à faible revenu. En effet, les STN des pays en développement ou en transition sont devenues de gros investisseurs dans de nombreux PMA. Les pays en développement qui sont le plus tributaires de l'IED en provenance de pays en développement ou en transition (et pour lesquels on dispose de statistiques) sont la Chine, le Kirghizistan, le Paraguay et la Thaïlande, ainsi que des PMA comme le Bangladesh, l'Éthiopie, le Myanmar, la République démocratique populaire lao et la République-Unie de Tanzanie. Ainsi, les investissements en provenance des pays en développement représentent largement plus de 40 % de l'apport total d'IED dans un certain nombre de PMA. En Afrique, l'Afrique du Sud est une source particulièrement importante de capitaux. Elle apporte plus de 50 % de tout l'IED au Botswana, au Lesotho, au

---

<sup>2</sup> De tout temps, les économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont été la principale source d'IED en provenance des pays en développement d'Asie, mais récemment, l'Asie du Sud et de l'Ouest a gagné en importance. Ainsi, l'IED originaire de l'Asie de l'Ouest est dominé par des pays riches en capitaux, comme les Émirats arabes unis, qui consolident leurs relations avec d'autres pays d'Asie tels que la Chine et l'Inde, ainsi qu'avec l'Afrique.

Malawi, à la République démocratique du Congo et au Swaziland. Dans bien des PMA, le volume de l'IED en provenance des pays en développement ou en transition est peut-être sous-estimé dans les statistiques officielles, car il se porte pour une bonne part sur le secteur informel, qui échappe aux statistiques.

21. Il ressort des estimations de la CNUCED que l'IED Sud-Sud a grandi très rapidement depuis 15 ans. Les sorties de capitaux des pays en développement ou en transition (à l'exclusion des centres financiers extraterritoriaux) sont passées d'environ 4 milliards de dollars en 1985 à 61 milliards en 2004; la plupart de ces fonds étaient destinés à d'autres pays en développement ou en transition. En fait, l'IED entre ces économies est passé de 2 milliards de dollars en 1985 à 60 milliards en 2004. Les investissements des pays en transition sont compris dans ces chiffres, mais comme ces pays représentent une très faible part des transactions, ces chiffres peuvent être utilisés aussi comme indicateur supplétif du volume de l'IED Sud-Sud.

### **B. Éléments moteurs, incidence et politiques générales**

22. L'accroissement du nombre et de la diversité des STN des pays en développement depuis une dizaine d'années est dû en grande partie à l'incidence durable de la mondialisation sur ces pays et sur leur économie. Le phénomène procède d'une dynamique complexe faisant intervenir différents facteurs; parmi ceux-ci, la conjugaison de la concurrence et des possibilités de débouchés – alliée à des politiques de libéralisation dans toutes les régions en développement ou développées – est un élément particulièrement important. À mesure que les économies en développement s'ouvrent à la concurrence internationale, leurs entreprises doivent rivaliser de plus en plus avec des STN d'autres pays, aussi bien sur le plan intérieur que sur les marchés extérieurs, et l'investissement direct à l'étranger peut être un élément important de leur stratégie. La concurrence peut les contraindre à améliorer leurs opérations et elle encourage la création d'avantages compétitifs propres à chaque entreprise, ce qui améliore leur pouvoir compétitif sur les marchés étrangers.

23. Quatre types principaux de facteurs de rejet et d'attraction et deux phénomènes connexes permettent d'expliquer l'effort d'internationalisation des STN des pays en développement. Premièrement, les facteurs liés au marché semblent être des forces puissantes qui poussent ces STN à sortir de leur pays ou qui les attirent vers d'autres pays. Deuxièmement, la hausse des coûts de production nationaux, en particulier celui de la main-d'œuvre, est particulièrement préoccupante pour les STN des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est comme la Malaisie, la République de Corée et Singapour, ainsi que Maurice (qui possède des industries d'exportation à forte intensité de main-d'œuvre comme la confection). Troisièmement, la pression concurrentielle exercée sur les entreprises des pays en développement les incite à s'installer à l'étranger. Ces pressions comprennent la concurrence de producteurs à bas prix de revient, en particulier celle des fabricants performants de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Quatrièmement, les décisions d'investissement direct à l'étranger sont influencées par la politique des pouvoirs publics du pays d'origine et du pays hôte.

24. Outre les facteurs susmentionnés, deux grands phénomènes attirent les STN des pays en développement à l'étranger. Premièrement, beaucoup de grands pays en développement, au premier rang desquels la Chine et l'Inde, craignent, étant donné la rapidité de leur croissance, de se trouver à court de ressources et de facteurs de production très importants pour leur économie, d'où les motifs stratégiques et politiques qui expliquent l'IED de certaines de leurs STN,



particulièrement dans les ressources naturelles. Deuxièmement, on constate un changement d'attitude ou de comportement chez ces STN, qui se rendent compte de plus en plus qu'elles fonctionnent dans une économie mondiale, ce qui les oblige à élargir leur vision à l'échelle internationale. Ces deux phénomènes, associés aux facteurs de rejet et d'attraction – surtout la menace de la concurrence mondiale dans l'économie du pays d'origine et les nouvelles possibilités qui s'offrent à l'étranger grâce à la libéralisation – confirment l'idée qu'il existe une tendance structurelle des STN des pays en développement à se tourner plus rapidement et de plus en plus vers l'IED.

### 1. Incidence sur les pays hôtes

25. Pour l'économie des pays hôtes, l'IED en provenance d'autres pays en développement élargit la gamme des sources de capitaux, de technologie et de compétences de gestion à exploiter. Pour les pays à faible revenu, ce facteur peut être particulièrement important. Comme on l'a vu précédemment, dans un certain nombre de PMA, les investissements en provenance des pays en développement représentent une forte proportion de l'apport total d'IED. Dans la mesure où les entreprises des pays en développement investissent des montants appréciables dans d'autres pays en développement, cet investissement constitue un important moyen additionnel de renforcer la coopération économique Sud-Sud.

26. Étant donné que les motivations et la compétitivité des STN des pays en développement et que les avantages géostratégiques recherchés par ces sociétés diffèrent à plusieurs égards de ceux des STN des pays développés, elles peuvent avoir sur l'économie des pays hôtes une incidence plus favorable que celle de l'IED des pays développés. Ainsi, la technologie et le modèle d'entreprise des STN des pays en développement sont souvent plus proches de ceux qui sont utilisés par les entreprises des pays en développement où elles investissent; il pourrait en résulter de meilleures possibilités de relations fructueuses avec les entreprises de ces derniers et de meilleures possibilités d'assimilation de la technologie. En outre, les STN des pays en développement s'implantent généralement dans un autre pays par des investissements de création de capacités plutôt que par voie de fusions-acquisitions: elles construisent de nouvelles usines au lieu d'acquérir des usines existantes en rachetant une société locale, surtout dans les pays en développement. Ainsi, leurs investissements ont plus de chances d'avoir un effet immédiat sous forme d'amélioration de la capacité de production des pays hôtes.

27. La création d'emplois est importante pour les pays en développement, surtout pour les PMA. Dans la mesure où les STN des pays en développement sont plus orientées que leurs homologues des pays développés vers les activités à forte intensité de main-d'œuvre, elles peuvent jouer un rôle important dans les économies du Sud. Il ressort des données empiriques reproduites dans le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2006* que dans les 15 pays d'Afrique étudiés, les STN des pays en développement créaient en moyenne relativement plus d'emplois par unité de production dans les industries manufacturières. Elles étaient aussi plus enclines à employer des travailleurs non qualifiés, ce qui a son importance pour beaucoup de pays hôtes. Bien qu'on dispose encore de peu d'éléments d'information, la contribution des STN des pays en développement à la création d'emplois dans d'autres pays en développement paraît importante aussi. En Chine, la moitié des 23,5 millions de personnes travaillant en 2003 pour des filiales de sociétés étrangères étaient employées par des STN de pays en développement; en Indonésie, la proportion est supérieure à 40 %. Bien entendu, il faut rapporter la création d'emplois à d'autres facteurs, dont le degré de technologie apporté par ces filiales.

28. Néanmoins, l'IED Sud-Sud, comme toute forme d'IED, peut aussi susciter des préoccupations. Ainsi, les STN étrangères pourraient un jour prendre la haute main sur le marché local. Par ailleurs, certains pays hôtes pourraient être préoccupés par la présence envahissante d'un trop grand nombre d'entreprises du même pays d'origine.

## **2. Incidence sur les pays d'origine**

29. L'IED en provenance des pays en développement peut aussi contribuer, directement et indirectement, à enrichir l'économie du pays d'origine. D'une certaine façon, le principal avantage que le pays peut tirer de cet investissement est qu'il améliore la compétitivité et les résultats des entreprises et des industries en cause. Cet avantage peut devenir un avantage plus large et apporter plus de compétitivité au pays d'origine tout entier: transformation industrielle et renforcement des activités à valeur ajoutée, meilleurs résultats d'exportation, relèvement du revenu national et création d'emplois. La compétitivité accrue des STN qui investissent à l'étranger peut se transmettre à d'autres entreprises et agents économiques du pays d'origine par différents moyens, notamment les suivants: liaisons avec les entreprises locales et retombées sur ces entreprises, effets de la concurrence sur le commerce local, relations et communications avec des institutions comme les universités et les centres de recherche. En somme, plus les STN qui investissent à l'étranger seront bien intégrées dans leur environnement, plus grands seront les avantages qu'on pourra en attendre pour l'économie de leur pays.

30. Parallèlement, l'investissement direct à l'étranger peut entraîner des risques pour l'économie d'origine: il peut avoir pour effet d'appauvrir l'investissement sur place, d'affaiblir des pans entiers de l'économie et provoquer des pertes d'emplois. Comme toujours, il faut mettre en balance les incidences bénéfiques et les risques éventuels.

## **3. Politiques d'investissement direct à l'étranger des pays en développement**

31. Dans l'optique des pays d'origine, de plus en plus de pays en développement ou en transition démantèlent les obstacles qu'ils opposaient aux investissements directs à l'étranger. Une certaine forme de contrôle est souvent maintenue pour atténuer le risque de fuite des capitaux ou d'instabilité financière, mais les restrictions frappent essentiellement les courants internationaux de capitaux autres que l'IED. Seuls quelques pays en développement interdisent encore l'investissement direct à l'étranger, car les États se rendent compte de plus en plus des bénéfices qu'il peut leur apporter. Un certain nombre de gouvernements, surtout dans les pays en développement d'Asie, encouragent même activement leurs entreprises à investir à l'extérieur, par diverses mesures d'incitation: services d'information, services de liaison, avantages financiers ou fiscaux, et prestations d'assurance pour les investissements à l'étranger.

32. Il n'existe pas de politique universelle que l'on puisse recommander en matière d'investissement direct à l'étranger. Chaque pays d'origine doit adopter et appliquer une ligne d'action qui corresponde à sa situation propre. Le fait de savoir si un pays a intérêt à passer d'une «libéralisation passive» à une «promotion active» de l'IED est fonction de nombreux facteurs, notamment du potentiel de ses entreprises et des liens des sociétés investisseuses avec le reste de l'économie. Quoi qu'il en soit, pour les pays qui décident d'encourager leurs entreprises à investir à l'extérieur, il est recommandé de replacer les politiques qui traitent spécifiquement de l'IED dans un cadre d'action plus large visant à promouvoir la compétitivité.

33. Les possibilités qu'offre l'IED Sud-Sud ont conduit de nombreux pays en développement à adopter une stratégie destinée à attirer ce genre d'investissement. La création par la CNUCED du réseau «G-NEXID» est utile dans ce contexte, car elle doit permettre l'échange de données d'expérience entre les banques d'exportation-importation des pays en développement.

34. L'IED a des incidences de politique générale aussi sur les pays hôtes. La question primordiale est de savoir ce que les pays en développement peuvent faire pour profiter pleinement de l'expansion de l'IED en provenance du Sud. Ainsi, le potentiel de l'IED Sud-Sud a conduit de nombreux gouvernements à adopter une stratégie visant spécifiquement à attirer ce genre d'investissement. En revanche, certaines parties prenantes sont moins enthousiastes devant l'apparition de nouveaux investisseurs. Plusieurs fusions-acquisitions internationales par des STN ayant des liens avec leur gouvernement ont provoqué des craintes quant à la sécurité nationale, et d'autres ont fait naître la crainte de suppressions d'emplois. Les pays doivent donc être prudents avant de recourir à une législation qui vise à protéger les intérêts de leur sécurité nationale, car il ne faut pas négliger le risque de susciter des rétorsions et des réactions protectionnistes.

35. Au-delà des considérations de ligne d'action des pouvoirs publics, l'IED peut aussi affecter l'intérêt des pays en développement ou en transition pour les accords internationaux d'investissement. Un apport accru d'IED en provenance de ces pays peut inciter les milieux d'affaires des nouveaux pays d'origine à réclamer de plus en plus une protection de leurs investissements à l'étranger. Les gouvernements des pays en développement peuvent alors se détourner de la promotion des investissements de provenance étrangère au profit de la protection de l'investissement direct à l'étranger. Cette évolution pourrait influencer la teneur des futurs traités et même susciter des demandes de renégociation des traités en vigueur.

36. Enfin, la question de la responsabilité sociale des entreprises va probablement prendre de l'importance à mesure que les sociétés des pays en développement ou en transition étendent leurs activités à l'étranger. Les débats concernant la responsabilité sociale des entreprises concernaient jusqu'à présent les STN des pays développés et leur comportement dans les pays en développement. Les dirigeants des STN des pays en développement vont devoir à leur tour faire face à ce genre de problème.

37. L'apparition de nouvelles sources d'IED doit intéresser les pouvoirs publics de tous les pays, quel que soit leur degré de développement. Il est donc nécessaire de mieux appréhender et comprendre les facteurs qui motivent l'IED en provenance des pays en développement et les incidences qu'il peut avoir dans le pays hôte et dans le pays d'origine, en vue d'optimiser les avantages qu'ils peuvent en tirer. Il y aurait beaucoup à gagner à de nouveaux partages de données d'expérience entre décideurs de pays en développement ou en transition, particulièrement dans l'optique de la coopération Sud-Sud. À ce sujet, la Commission voudra peut-être envisager plus avant les problèmes susmentionnés concernant l'IED en provenance des pays en développement et ses incidences, et déterminer lesquels demanderaient un examen plus poussé. En particulier, elle pourrait réfléchir à la manière d'amorcer un dialogue entre pays en développement et pays développés qui auraient les objectifs suivants: faire mieux connaître et comprendre les facteurs déterminants de l'IED en provenance des pays en développement et ses incidences potentielles; déterminer comment la coopération Sud-Sud entre pays hôte et pays d'origine pourrait contribuer à améliorer les perspectives d'investissement transfrontière dans l'intérêt mutuel des deux parties; et identifier les mécanismes qui pourraient être mis en place ou

renforcés pour consolider cette coopération. La CNUCED pourrait contribuer à ce processus en poursuivant ses recherches et ses analyses sur ce nouveau phénomène; les résultats de ses travaux pourraient être diffusés par voie de rapports, d'études de cas, de réunions et d'interventions dans d'autres instances internationales.

### III. L'IED DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

#### A. Tendances

38. L'activité des STN dans les industries extractives représentait autrefois l'essentiel de l'IED dans le monde, mais son importance relative a décliné régulièrement depuis les années 50, tombant à quelque 5 % de l'IED total au début de la présente décennie, contre 32 % et 63 % respectivement pour le secteur manufacturier et le secteur des services (CNUCED, 2006)<sup>3</sup>. Dans le même temps, on constate une évolution de la concentration des investissements, qui se sont détournés des pays en développement au profit des pays développés, en raison des nationalisations opérées dans le Sud entre 1950 et les années 70 et de nouvelles découvertes de pétrole et d'autres matières premières.

39. Depuis les dernières années 80, l'IED dans le secteur primaire s'est redressé, pour plusieurs raisons. Certains pays en développement ont privatisé des actifs publics en les vendant à des investisseurs étrangers et/ou se sont ouverts à l'IED en installations nouvelles. D'autres ont commencé à exploiter leurs richesses pétrolières et minérales en encourageant activement la participation des STN qui pratiquent l'IED. Facteur peut-être le plus important, le gonflement des besoins de matières premières de grands pays en développement en croissance rapide mais pauvres en ressources naturelles, comme la Chine et l'Inde, a provoqué la montée des STN des pays en développement ayant pour objectif premier d'obtenir des ressources pour leur économie nationale. Beaucoup de ces entreprises se dirigent vers des pays en développement abondamment dotés de ressources naturelles, y compris des PMA, d'Afrique, d'Amérique latine et d'ailleurs.

40. Jusqu'aux années 70, l'IED dans les industries extractives était surtout le fait de grandes STN de quelques pays développés. La situation a totalement changé aujourd'hui, avec l'apparition de pays en développement parmi les grands investisseurs. Dans certaines industries, par exemple celles du pétrole et du gaz, les STN des pays en développement sont essentiellement des entreprises publiques. En 2003, sur les 25 premières sociétés pétrolières et gazières, 7 étaient des STN de pays développés, 15 étaient des entreprises publiques de pays en développement ou de la Fédération de Russie, et 3 avaient une participation minoritaire de l'État – Petrobras (Brésil), ENI (Italie) et Lukoil (Fédération de Russie) (UNCTAD, 2006). Les compagnies pétrolières nationales ont acquis progressivement la maîtrise de la prospection et de l'extraction depuis 30 ans et elles ont en main aujourd'hui quelque 82 % de l'ensemble des réserves de pétrole connues. Dans l'extraction des métaux, les STN des pays développés demeurent prédominantes, mais des entreprises d'Amérique latine, de la Fédération de Russie, de la Chine et de l'Inde étendent de plus en plus leurs activités à l'étranger. Ainsi, sur les 25 premières sociétés minières, classées en fonction de leur part de la production mondiale, les sociétés

---

<sup>3</sup> En chiffres absolus, bien entendu, l'IED dans le secteur primaire a continué à progresser, surtout depuis 1970: il a augmenté de 400 % dans les années 70, de 350 % dans les années 80 et de 400 % dans la période 1990-2003.

transnationales des pays développés viennent en tête avec 16 noms, sept sociétés viennent des pays en développement et les deux autres sont russes.

41. Par suite des facteurs susmentionnés, l'IED dans l'activité minière et pétrolière s'oriente de nouveau vers les pays en développement. De nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ont d'abondantes réserves de pétrole, de gaz et de minéraux. L'Asie de l'Ouest possède en abondance du pétrole et du gaz, mais la plupart des pays d'autres régions de l'Asie sont moins bien dotés. Les pays de l'Asie de l'Ouest sont généralement fermés à l'IED dans le secteur pétrolier, et de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique ne se sont ouverts à l'IED dans les industries extractives que dans les années 90. En 2004 et 2005, le montant record de l'apport d'IED en Afrique demeurait orienté vers les ressources naturelles, particulièrement le pétrole<sup>4</sup>. En 2005, les 10 principaux pays d'Afrique bénéficiaires d'IED étaient riches en pétrole ou en minéraux métalliques. En Amérique latine, la plupart des pays possédant d'importantes ressources naturelles ont enregistré un accroissement de l'IED dans les industries primaires.

## B. Problèmes

42. La présence des STN dans les industries extractives pose un certain nombre de questions quant à leur incidence sur les pays en développement hôtes, et aussi quant à leurs conséquences sur le plan de la politique générale et à la réponse des pouvoirs publics. La question de l'incidence et d'autres facteurs relatifs à l'IED dans les industries extractives a fait l'objet d'une réunion d'experts de la CNUCED qui s'est tenue du 20 au 22 novembre 2006.

43. L'histoire des pays en développement riches en ressources naturelles montre que cette richesse n'a pas que des avantages. À quelques exceptions près<sup>5</sup>, la plupart des économies possédant beaucoup de minéraux et de pétrole ont obtenu de moins bons résultats en termes de croissance et de réduction de la pauvreté que les pays pauvres en ressources. Certains pays riches en ressources sont aujourd'hui plus pauvres qu'ils ne l'étaient il y a 20 à 30 ans. Compte tenu de cette «malédiction des ressources naturelles», il convient d'envisager l'incidence de l'IED sur l'économie des pays hôtes dans le cadre plus large du rôle des industries extractives dans le développement et la lutte contre la pauvreté.

44. La propension des gouvernements à faire appel aux STN étrangères pour exploiter leurs ressources naturelles est fonction d'un certain nombre de facteurs, dont le principal réside peut-être dans le financement, la technologie et le personnel qualifié dont ces sociétés disposent.

---

<sup>4</sup> En 2004, la part de cette industrie était supérieure à 60 % des entrées totales d'IED en Angola, en Égypte, en Guinée équatoriale et au Nigéria. Elle représentait aussi la plus forte part d'IED en Algérie, dans la Jamahiriya arabe libyenne et au Soudan ces dernières années.

<sup>5</sup> On cite souvent l'Afrique du Sud, le Botswana, le Chili et la Malaisie comme des pays en développement qui ont bien réussi.

La construction d'un oléoduc, la mise en exploitation d'un gisement pétrolier ou l'ouverture d'une mine peuvent coûter des milliards de dollars<sup>6</sup>. Peu de pays en développement, surtout parmi les PMA, peuvent trouver facilement des capitaux ou possèdent les autres ressources, y compris les compétences et la technologie, nécessaires à ce genre d'investissement. Les investisseurs privés possédant les ressources requises, notamment les STN, sont donc les partenaires naturels des gouvernements. Toutefois, ces derniers cherchent à tirer le maximum de bénéfices de leurs ressources naturelles, de sorte que le partage des recettes entre les investisseurs et l'État est un problème central dans les industries extractives.

45. En faisant appel à des sociétés étrangères, les pays cherchent à obtenir d'autres avantages, en sus des recettes publiques et des gains de devises, notamment la création d'emplois, la création de relations avec l'économie locale et le développement de l'infrastructure. Toutefois, la manière dont ces avantages se concrétiseront peut être influencée par le caractère général du secteur primaire d'aujourd'hui comparé par exemple à celui du secteur secondaire. Ainsi, pour être rentables, de nombreux projets dans les industries extractives exigent beaucoup de capitaux; les gouvernements doivent donc envisager la création d'emplois au premier chef sous forme d'emplois indirects découlant des effets d'entraînement en amont et en aval. Par ailleurs, on craint parfois que les bienfaits économiques apportés par l'exploitation des ressources ne soient compensés par des coûts environnementaux ou sociaux défavorables. L'industrie extractive suscite d'autres craintes: épuisement de ressources non renouvelables, corruption, accentuation des inégalités de revenus. Beaucoup de ces préoccupations sont liées à la nature du secteur lui-même plus qu'à la propriété des investissements proprement dite, mais lorsque l'essentiel des investissements est réalisé par des STN, la propriété étrangère des actifs et des activités ne peut manquer de soulever des problèmes.

46. Conscients de ce qu'il était temps d'étudier l'IED dans les industries extractives, les experts réunis du 20 au 22 novembre 2006 ont examiné un certain nombre de questions clefs, parmi lesquelles on peut en relever trois: a) manière dont les pays peuvent profiter au maximum de l'essor actuel des produits de base, notamment par voie d'IED, en provenance de l'étranger; b) perspective à plus long terme dans laquelle doit s'insérer l'action des pouvoirs publics afin de tirer profit de l'IED dans les industries extractives; c) promotion de la coopération Sud-Sud. L'essor actuel des produits de base, bien que différent des précédents (la hausse du cours des matières premières n'a pas provoqué de récession dans les pays développés) et peut-être appelé à durer, aura néanmoins une fin. Il appartient donc aux gouvernements des pays qui profitent de cette haute conjoncture, par exemple en Afrique, en Amérique latine, aux Caraïbes et ailleurs, et qui reçoivent des volumes sans précédent d'IED, de s'en servir comme d'un catalyseur pour stimuler le développement, aussi bien directement par des projets d'infrastructure, d'équipement, de création de capacités de production, etc., qu'indirectement par la création de fonds de stabilisation en prévision de l'avenir.

---

<sup>6</sup> Ainsi, dans la République-Unie de Tanzanie, il a fallu dépenser 1,3 milliard de dollars (contre 120 millions en 2000) pour porter les exportations d'or à quelque 700 millions de dollars en 2005 (*Mining Journal Online*); la mise en valeur des gisements pétroliers du bassin de l'Orénoque au Venezuela a coûté 17 milliards de dollars (*International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> juin 2006); en Azerbaïdjan, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, mis en service récemment, a coûté 3,9 milliards de dollars (*The Economist*, 19 août 2006).

47. Il est indispensable de prévoir à long terme, surtout lorsqu'il s'agit des ressources naturelles d'un pays, qui doivent être considérées comme un atout stratégique. Pour ce faire, il faut que l'investissement dans ce secteur s'articule avec l'ensemble du programme de développement économique du pays, lequel suppose un équilibre judicieux entre l'exploitation actuelle et l'exploitation future. Cette exigence implique une bonne gouvernance à l'échelle nationale, la définition de politiques bien conçues, la promulgation et l'application de règlements et d'accords, notamment d'accords internationaux d'investissement, de contrats et de codes. À l'heure actuelle, les gouvernements sont dans une relative position de force, et l'on est en train de réexaminer les règlements et les accords dans de nombreux pays; mais pour profiter pleinement de ce réexamen, les pays doivent posséder des compétences techniques et administratives de haut niveau. Or ces compétences peuvent leur faire défaut, surtout dans les PMA, et par conséquent il est difficile à ces pays de négocier avec les STN des accords avantageux, et plus difficile encore de tirer profit de l'application de ces accords.

48. Enfin, la montée des STN des pays en développement est à la fois le signe clair d'une transformation majeure de l'économie mondiale (ainsi en Asie, la demande de pétrole et de nombreux minéraux est aujourd'hui plus élevée qu'en Amérique du Nord, et ce phénomène aura d'autres conséquences du fait que ces produits sont utilisés dans l'infrastructure et l'industrie lourde) et de l'existence de possibilités de coopération Sud-Sud, d'autant plus que l'IED des pays en développement dans les industries extractives augmente rapidement. Toutefois, si les STN des pays en développement rejoignent celles des pays développés pour investir dans le Sud, il ne faut pas pour autant négliger la nécessité d'évaluer convenablement le bilan global coûts-avantages de l'IED dans les industries extractives. En conséquence, les STN des pays en développement vont être de plus en plus surveillées, par exemple en ce qui concerne leur gouvernance et leur responsabilité sociale.

49. Les délibérations de la réunion d'experts susmentionnée ont débouché sur un certain nombre de recommandations destinées aux pouvoirs publics, au secteur privé et à la communauté internationale dans son ensemble (TD/B/COM.2/EM.20/2). Il est nécessaire de fournir aux pays en développement davantage d'assistance technique pour leur permettre d'améliorer leur réglementation (y compris les codes miniers) et leurs capacités institutionnelles afin qu'ils puissent mieux profiter de l'IED dans les industries extractives, et de renforcer leur aptitude à négocier avec les STN. Il est nécessaire aussi de faire de nouvelles analyses de politique générale sur les moyens d'encourager l'industrialisation et la diversification fondées sur l'extraction des ressources, et sur les régimes de fiscalité minière. Il est indiqué dans les recommandations que les pays en développement ont besoin de développer leurs capacités institutionnelles, par exemple leurs services de levés géographiques, afin d'améliorer leur position de négociation, et que les pays et les sociétés qui ont des industries ou des activités extractives devraient être encouragés à signer l'Initiative de transparence des industries extractives. Enfin, il faudrait explorer plus avant le champ de la collaboration Sud-Sud afin d'établir des politiques et des institutions propices au développement et appelées à réglementer les activités des STN dans les industries extractives.

50. Compte tenu de ce qui précède, et en vue d'établir un ordre de priorité, la Commission voudra peut-être examiner plus avant les questions soulevées précédemment à propos des activités des STN dans les industries extractives, y compris dans la perspective des relations Sud-Sud, ainsi que les recommandations susmentionnées et les moyens de les mettre en application. Dans le cadre des travaux sur ce sujet en cours à la CNUCED, y compris la

préparation du futur *Rapport 2007 sur l'investissement dans le monde: L'IED dans les industries extractives*, la Commission pourrait aussi envisager le soutien que la CNUCED peut apporter à la coopération internationale en contribuant à faire mieux comprendre les questions prioritaires et par ses activités d'assistance technique visant à renforcer l'aptitude des pays en développement à traiter et à travailler avec les STN et leurs filiales.

### **Bibliographie**

CNUCED, 2006, Sociétés transnationales, industries extractives et développement (TD/B/COM.2/EM.20/2).



**Tableau de l'annexe. Entrées d'IED, par région destinataire  
et principale économie destinataire, 2004–2006**  
(Milliards de dollars)

| Région/économie destinataire        | 2004         | 2005         | 2006 <sup>a</sup> | Taux de croissance |
|-------------------------------------|--------------|--------------|-------------------|--------------------|
|                                     |              |              |                   | Pourcentage        |
| <b>Monde</b>                        | <b>710,8</b> | <b>916,3</b> | <b>1 230,4</b>    | <b>34,3</b>        |
| <b>Pays développés</b>              | <b>396,1</b> | <b>542,3</b> | <b>800,7</b>      | <b>47,7</b>        |
| Europe                              | 217,7        | 433,6        | 589,8             | 36,0               |
| Union européenne                    | 213,7        | 421,9        | 549,0             | 30,1               |
| <i>UE-15</i>                        | 185,2        | 387,9        | 510,7             | 31,7               |
| France                              | 31,4         | 63,6         | 88,4              | 39,0               |
| Allemagne                           | -15,1        | 32,7         | 8,1               | -75,1              |
| Italie                              | 16,8         | 20,0         | 30,0              | 50,2               |
| Royaume-Uni                         | 56,2         | 164,5        | 169,8             | 3,2                |
| <i>10 nouveaux États membres UE</i> | 28,5         | 34,0         | 38,4              | 12,8               |
| République tchèque                  | 5,0          | 11,0         | 5,4               | -50,8              |
| Hongrie                             | 4,7          | 6,7          | 6,2               | -7,3               |
| Pologne                             | 12,9         | 7,7          | 16,2              | 109,9              |
| États-Unis                          | 122,4        | 99,4         | 177,3             | 78,2               |
| Japon                               | 7,8          | 2,8          | -8,2              | -395,5             |
| <b>Pays en développement</b>        | <b>275,0</b> | <b>334,3</b> | <b>367,7</b>      | <b>10,0</b>        |
| Afrique                             | 17,2         | 30,7         | 38,8              | 26,5               |
| Égypte                              | 2,2          | 5,4          | 5,3               | -1,9               |
| Maroc                               | 1,1          | 2,9          | 2,3               | -20,9              |
| Nigéria                             | 2,1          | 3,4          | 5,4               | 60,0               |
| Afrique du Sud                      | 0,8          | 6,4          | 3,7               | -42,7              |
| Amérique latine et Caraïbes         | 100,5        | 103,7        | 99,0              | -4,5               |
| Argentine                           | 4,3          | 4,7          | 3,3               | -29,5              |
| Brésil                              | 18,1         | 15,1         | 16,0              | 5,9                |
| Chili                               | 7,2          | 6,7          | 9,9               | 48,4               |
| Colombie                            | 3,1          | 10,2         | 4,9               | -52,0              |
| Mexique                             | 22,3         | 18,9         | 18,9              | 0,0                |
| Asie et Océanie                     | 157,3        | 200,0        | 229,9             | 15,0               |
| Asie de l'Ouest                     | 18,6         | 34,5         | 43,3              | 25,5               |

| Région/économie destinataire        | 2004        | 2005        | 2006 <sup>a</sup> | Taux de croissance |
|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------------|--------------------|
|                                     |             |             |                   | Pourcentage        |
| Turquie                             | 2,8         | 9,7         | 17,1              | 76,3               |
| Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est | 138,0       | 165,1       | 186,7             | 13,1               |
| Chine                               | 60,6        | 72,4        | 70,0              | -3,3               |
| Hong Kong (Chine)                   | 34,0        | 35,9        | 41,4              | 15,4               |
| Inde                                | 5,5         | 6,6         | 9,5               | 44,4               |
| Indonésie                           | 1,9         | 5,3         | 2,0               | -62,9              |
| République de Corée                 | 7,7         | 7,2         | 1,9               | -73,6              |
| Malaisie                            | 4,6         | 4,0         | 3,9               | -1,6               |
| Singapour                           | 14,8        | 20,1        | 31,9              | 58,8               |
| Thaïlande                           | 1,4         | 3,7         | 7,9               | 114,7              |
| <b>Europe du Sud-Est et CEI</b>     | <b>39,6</b> | <b>39,7</b> | <b>62,0</b>       | <b>56,2</b>        |
| Fédération de Russie                | 15,4        | 14,6        | 28,4              | 94,6               |
| Roumanie                            | 6,5         | 6,4         | 8,6               | 34,1               |
| Kazakhstan                          | 4,1         | 1,7         | 6,5               | 275,5              |

Source: CNUCED.

<sup>a</sup> Estimations provisoires.

Note: Les projections concernant les entrées mondiales d'IED sont faites sur la base de 76 économies pour lesquelles on dispose de statistiques pour une partie de 2006, au 7 novembre 2006. On a estimé les chiffres annualisant les données disponibles, dans la plupart des cas pour les deux premiers trimestres de 2006. On s'est servi de la proportion des entrées d'IED dans ces économies par rapport aux entrées totales dans leur région ou sous-région respective en 2005 afin d'obtenir les données pour 2006 par extrapolation.

-----